

Quotidien « l'Humanité », France
Vendredi 3, samedi 4 et dimanche 5 juin 2016, page une, 4 et 5.

Source : www.humanite.fr

COLONISATION

L'impossible vie quotidienne en Palestine occupée

OUVRIERS ET PAYSANS PALESTINIENS AFFRONTENT L'OCCUPATION D'ISRAËL

À Tulkarem, au nord-ouest de la Cisjordanie ou à Al Hadidiya dans la vallée du Jourdain, qu'ils travaillent dans les usines israéliennes ou labourent leurs terres, les Palestiniens subissent quotidiennement l'humiliation de l'occupant israélien.

Par Pierre Barbancey



La conférence internationale pour la paix au Proche-Orient s'ouvre aujourd'hui à Paris

Photo : Jaafar Ashtiyeh /AFP

Aujourd'hui s'ouvre à Paris une conférence destinée à relancer le processus de paix israélo-palestinien. Israël refuse cette initiative française, contrairement aux Palestiniens. La situation dans les territoires occupés ne cesse de se dégrader. La colonisation se poursuit et s'amplifie. Le reportage de notre envoyé spécial, à Tulkarem, la ville du nord-ouest de la Cisjordanie, et à Al Hadidiya, dans la vallée du Jourdain, montre le quotidien de Palestiniens, qu'ils soient ouvriers ou paysans, soumis au bon vouloir de l'occupant pour travailler ou cultiver les terres. Si l'initiative française est à saluer, il est néanmoins à craindre qu'elle ne mène à une impasse si aucun mécanisme n'est mis en place pour contraindre Tel-Aviv. Dans un premier temps, la France avait déclaré qu'en cas d'échec

elle reconnaît l'État de Palestine. Une idée malheureusement abandonnée par Manuel Valls et Jean-Marc Ayrault.

Cisjordanie (territoires palestiniens occupés), envoyé spécial. Le jour n'est pas encore levé sur Tulkarem, cette ville palestinienne du nord-ouest de la Cisjordanie. Pourtant, c'est l'effervescence. Des minibus jaunes, arrivés à toute allure des villages environnants, descendent des passagers, beaucoup de jeunes hommes. Certains ont encore le visage engourdi de sommeil et marchent à pas lents, s'arrêtant devant une des nombreuses échoppes dressées là pour y prendre un café, un thé. À moins que ce ne soit un sandwich ou une barre chocolatée. Autour des braseros, on se chauffe les mains tout en devisant. D'autres, au contraire, sautent prestement du van pour prendre leur place dans la queue qui se forme, gigantesque. Comme chaque jour, près de 12000 ouvriers se préparent à « passer de l'autre côté », en Israël, pour travailler. Ils sont essentiellement employés dans les secteurs du bâtiment et de l'agriculture.

Mais aller travailler, pour ces Palestiniens, relève de l'humiliation quotidienne. Le *check point* géant qui se dresse devant eux, avant l'entrée en Israël, se découpe à la lueur des premiers rayons de soleil, le rendant encore plus monstrueux. Comme dans une foire au bétail, les travailleurs piétinent dans des allées balisées et attendent leur tour pour passer devant l'un des guichets où ils doivent présenter leurs papiers, leur autorisation de travail délivrée par l'employeur israélien et la carte magnétique personnalisée qui leur a été délivrée. En espérant que le soldat israélien en charge du contrôle sera « dans un bon jour ». Un homme seul, l'arbitraire de l'occupation, peut ainsi décider du sort d'un ouvrier palestinien. Par exemple, si le soldat estime que l'empreinte digitale n'est pas exactement conforme (ce qui est assez fréquent vu le peu de protection accordée aux ouvriers manuels), il peut refuser le passage du Palestinien. Ce qui signifie tout bonnement qu'une famille palestinienne n'aura pas de revenus ce jour-là.

« ON EST DÉPENDANT DE L'OCCUPATION ET DE NOTRE PATRON »

« POURQUOI TOUTES CES HUMILIATIONS ? S'IL ARRIVE QUELQUE CHOSE À JÉRUSALEM OU À TEL-AVIV, ON NOUS EN FAIT PAYER LE PRIX ICI. » ABOU MUSTAFA, TRAVAILLEUR.

Des travailleurs corvéables à merci, pas toujours informés de la durée de fermeture du check-point ou de leur usine à l'occasion des fêtes religieuses. « Nous ne sommes pas des terroristes », peste Abou Mustafa, en serrant précieusement le sac en plastique qu'il transporte et où il a mis son repas de la journée. « Pourquoi toutes ces humiliations ? demande-t-il en colère. S'il arrive quelque chose à Jérusalem ou à Tel-Aviv, on nous en fait payer le prix ici. » Derrière lui, les yeux cernés de fatigue, Adib, plus jeune, ne semble pas vouloir répondre. Il est excédé. « À quoi servent vos questions ? De toute façon, ce n'est pas ça qui va changer notre condition », lance-t-il avant de se calmer et d'expliquer: « On est dépendant de l'occupation et de notre patron. Si nous voulons nous battre pour nos revendications et que nous nous mettons en grève, c'est-à-dire qu'on ne franchit pas le check-point, on nous menace de nous retirer notre permis de travail, tout simplement. Quant au patron, souvent il nous traite de la même manière qu'un soldat à un barrage. » Syndicaliste, Mohammad en convient : « Il n'y a plus de confiance entre les

ouvriers et les syndicats comme il n'y a plus de confiance avec les partis politiques et l'Autorité palestinienne. Pourtant, c'est bien grâce à une action collective que les travailleurs ont obtenu l'amélioration des conditions de passage. Après la mort de plusieurs d'entre eux suite aux bousculades. Car souvent les lieux de travail se trouvent à des dizaines de kilomètres de là et il faut trouver une place dans le bus, sinon c'est le retard assuré et une pénalité patronale voire un licenciement. C'est pour cela, et aussi pour économiser les coûts de transport, que des milliers d'ouvriers palestiniens ne rentrent pas tous les jours et dorment sur les chantiers. Alors que, légalement, leur autorisation court de 6 heures à 19 heures. »

Il fut un temps lointain où Tulkarem était une ville riche. Une référence économique, située sur la ligne commerciale ferroviaire qui reliait la Syrie et l'Égypte. Un temps que même les moins de quarante ans ne peuvent pas connaître. En 1984, les autorités israéliennes ont donné l'autorisation à un ancien militaire de construire une usine chimique pour le recyclage du plastique. Cette usine se trouvait auparavant dans la ville israélienne de Netanya, à 12 kilomètres de Tulkarem. Mais, là-bas, les habitants n'en voulaient plus, car trop polluante! Voilà comment la famille Abou Sham'a s'est vue dépossédée de 2,2 hectares de terre. L'usine produit maintenant, en plus, des peintures et des pesticides et la zone industrielle israélienne s'est agrandie en territoire palestinien. Mieux, si le vent souffle d'ouest en est, c'est-à-dire vers la Cisjordanie, les usines marchent. Si le vent souffle dans l'autre direction, vers Israël, les machines sont arrêtées. De la perversité à l'état pur.

LES TROIS PHASES MISES EN OEUVRE POUR EXPULSER LES POPULATIONS

Le Centre d'information alternative (une ONG israélienne fondée par Michel Warschawski) relève que « selon plusieurs recherches conduites par l'université Birzeit et le ministère palestinien de la Santé, les gaz sortant des usines chimiques israéliennes à Tulkarem ont des niveaux élevés de monoxyde de carbone et des substances toxiques qui provoquent des cancers et des maladies respiratoires. Une étude de l'université An-Najah (Naplouse) a trouvé que des cancers et autres maladies directement liées à la pollution chimique touchent 77 % des Palestiniens habitant dans le secteur ». À plusieurs dizaines de kilomètres de là, dans la vallée du Jourdain, Abou Sakr se souvient aussi de temps plus heureux. C'était avant 1967. Avant qu'Israël ne vienne occuper la vallée. Dès cette date, les autorités israéliennes ont commencé à persécuter les fermiers palestiniens et les communautés bédouines qui s'y trouvaient. Mais à Al Hadidiya, Abou Sakr et sa famille ne se laissent pas faire. S'ils vivent maintenant sous des tentes, comme des Bédouins, « c'est parce que l'occupant israélien ne nous laisse pas construire des maisons, nous refuse les autorisations », dit-il. Même cela est encore trop pour Tel-Aviv. À moins de deux kilomètres, on aperçoit une colonie israélienne, bien propre avec ses maisons sagement alignées. Par contre, l'armée débarque régulièrement à Al Hadidiya pour détruire le campement familial. Le but : forcer les Palestiniens à partir. Un nettoyage ethnique en bonne et due forme. Abou Sakr explique les trois phases mises en oeuvre pour expulser les populations de ces lieux étrangement placés en zone C, c'est-à-dire entièrement aux mains des Israéliens (1). « Ils ont d'abord confisqué les biens des éleveurs et ont fait payer des amendes. Mais la population est restée. Ensuite ils ont abattu nos troupeaux puis dès qu'un animal était malade ils

saisissaient toutes les bêtes et nous faisaient payer des amendes. » Depuis, la force occupante a trouvé un autre moyen pour tenter de tuer les Palestiniens à petit feu. Elle pompe l'eau des nappes phréatiques et assèche les sources naturelles que les fermiers utilisaient. Quand ce n'est pas suffisant, les soldats viennent y déverser des déchets ou les combrent avec des pierres.

Plusieurs familles sont parties. Elles étaient 311 en 1967, 134 en 1998. Elles ne sont plus que 14 aujourd'hui. Néanmoins, Abou Sakr entend bien continuer la lutte. Il a créé un comité des résidents et participe à la campagne nationale de protection du bassin du Jourdain. Et, à chaque fois que l'armée met ses tentes par terre, il les remet debout. Un travail de Sisyphe version Camus. Pour redevenir maître de son destin face à l'occupant.

Pierre Barbancey, *l'Humanité*, 3 juin 2016

(1) Découpage établi par les accords d'Oslo, les zones A sont sous contrôles administratif et sécuritaire palestiniens, zone B sous contrôles administratif palestinien, sécuritaire israélien et zone C sous contrôles administratif et sécuritaire israéliens.

LIBÉRATION DE LA DÉPUTÉE PALESTINIENNE KHALIDA JARRAR

Membre d'Abu Ali Mustafa, parti affilié au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), et militante féministe palestinienne, Khalida Jarrar sera relâchée, vendredi, soit un mois plus tôt en raison de la surpopulation des prisons israéliennes.

Arrêtée en avril 2015 et condamnée à quinze mois de prison ferme pour « incitation à la violence et au terrorisme », la parlementaire palestinienne et avocate des prisonniers politiques, était accusée d'avoir tenu des discours invitant à l'enlèvement de soldats israéliens (lire *l'Humanité* du 26 mai 2015). À la suite de son immédiate mise en détention administrative par les autorités israéliennes, sans inculpation ni jugement suite à son arrestation, le cas de Khalida Jarrar avait suscité l'émoi international.

SHMUEL T. MEYER, ÉCRIVAIN. « ISRAËL DOIT ÉVACUER LES TERRITOIRES PALESTINIENS POUR RETROUVER SON ÂME. »

*** Autre article page suivante ***

Une conférence de Paris pour relancer le processus de paix

Par Pierre Barbancey



Des palestiniens travaillant en Israël attendent de traverser un check point israélien au sud de la ville d'hébron en Cisjordanie.

Photo Mousa Qawasmi/Reuters

DIPLOMATIE Les représentants de 28 pays et organisations se retrouvent aujourd'hui à Paris. Israël y est opposé alors que la colonisation se poursuit et s'aggrave.

Ce matin, s'ouvre à Paris une conférence internationale visant à redonner vie au processus de paix israélo-palestinien. Les représentants de 28 pays et organisations, dont le secrétaire général de l'ONU et le secrétaire d'État américain, mais en l'absence de représentants israéliens et palestiniens. Une initiative française dont on peut souligner l'importance. La France a, semble-t-il, pris la mesure de la situation. Celle-ci est si explosive. « Si l'on ne sort pas de l'impasse, nous courons à la catastrophe, explique le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, dans un entretien au Monde. Notre volonté est de sortir du statu quo actuel. Sur le terrain, notamment dans les territoires palestiniens, la situation se dégrade. » Jean-Marc Ayrault cite notamment « la colonisation qui se poursuit, organisée ou diffuse » et « l'espace disponible qui se réduit » pour un État palestinien.

« Pour que la conférence soit utile, il faut des engagements, pas seulement des slogans »

Si les Palestiniens ont immédiatement approuvé cette initiative, ce n'est pas le cas des Israéliens. Tour à tour Jean-Marc Ayrault puis Manuel Valls, en l'espace de deux semaines, ont fait le déplacement en Israël pour obtenir l'agrément de Benjamin Netanyahu. Ils sont repartis humiliés, sous les railleries du premier ministre israélien qui, officiellement, veut n'entendre parler que de négociations directes avec les

Palestiniens. « Si on les met autour d'une table, il est fort probable que la discussion ne durera pas plus que quelques minutes », explique-t-on à Paris.

Pourtant, on voit mal comment la conférence compte forcer Israël à se plier au droit international et aux résolutions de l'ONU en l'absence de menaces de sanctions fermes. Laurent Fabius, alors ministre, avait déclaré qu'en cas d'échec, la France reconnaîtrait officiellement l'État de Palestine. Une idée abandonnée par Hollande et Valls qui, parallèlement, ne cessent de donner des gages à Israël et à criminaliser les citoyens qui luttent pour la reconnaissance de cet État de Palestine, notamment par l'indispensable campagne BDS (Boycott-désinvestissement-sanctions). Comme le rappelait, mercredi à Paris, le secrétaire général du Parti communiste israélien (PCI), lors de l'initiative pour la paix et le développement organisée par le PCF, « pour que la conférence soit utile, il faut des engagements, pas seulement des slogans. Il faut aller jusqu'au bout. Si Israël ne s'engage pas, la France doit reconnaître l'État de Palestine ».

DIPLOMATIE

« Il faut redonner de l'espoir, recréer une ambiance internationale favorable à un processus. » Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères (France).

Nouvelles brèves

RIPOSTE DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE À TULKAREM, DANS LE NORD DE LA CISJORDANIE, UNE PALESTINIENNE A ÉTÉ ABATTUE PAR L'ARMÉE ISRAÉLIENNE. ELLE AURAIT TENTÉ, SELON L'ARMÉE, DE POIGNARDER UN SOLDAT ISRAÉLIEN. LES FORCES DE L'ORDRE ONT OUVERT LE FEU SUR ELLE EN L'ATTEIGNANT MORTELLEMENT.

206 : C'EST LE NOMBRE DE PALESTINIENS MORTS DANS LE CONFLIT DEPUIS LE 1ER OCTOBRE 2015, SELON UN DÉCOMPTE DE L'AFP.